



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries . . . Ano	360\$
A 1.ª série . . .	140\$
A 2.ª série . . .	120\$
A 3.ª série . . .	120\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 41 677:

Aprova, para ratificação, a Convenção Geral entre Portugal e a República Francesa sobre a segurança social e o Protocolo Geral, ambos assinados em Paris a 16 de Novembro de 1957.

Ministério das Obras Públicas:

Decreto n.º 41 678:

Autoriza a Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais a celebrar contrato para a execução da empreitada de «Direcção de Estradas de Braga — Obras de conservação e reparação».

Ministério do Ultramar:

Portaria n.º 16 731:

Reforça uma verba inscrita na tabela de despesa ordinária do orçamento geral em vigor na província ultramarina de S. Tomé e Príncipe.

Ministério da Educação Nacional:

Declaração:

Autoriza a transferência de uma verba dentro do capítulo 6.º do orçamento do Ministério.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 677

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada para ratificação a Convenção Geral entre Portugal e a República Francesa sobre a segurança social e o Protocolo Geral, ambos assinados em Paris a 16 de Novembro de 1957, cujos textos em francês e português são os que seguem anexos ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 14 de Junho de 1958. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Paulo Arsénio Viríssimo da Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodri-

gues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

Convention Générale entre la France et le Portugal tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation portugaise sur la prévoyance sociale, les allocations familiales et les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Le Chef de l'Etat portugais et le Président de la République Française:

Resolus à coopérer dans le domaine social;

Désireux d'assurer aux ressortissants des deux pays l'égalité de traitement au regard de la législation de sécurité sociale en vigueur dans chacun d'eux;

Désireux de permettre à leurs ressortissants de conserver les droits acquis en vertu de la législation de l'un des pays s'ils se rendent dans l'autre pays, et de prévoir la totalisation des périodes d'assurance accomplies par leurs ressortissants sous les législations des deux pays;

Ont décidé de conclure une Convention Générale tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation portugaise sur la prévoyance sociale, les allocations familiales et les accidents du travail et les maladies professionnelles, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Chef de l'Etat portugais:

Son Excellence Monsieur Marcello Mathias, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Portugal à Paris;

Le Président de la République Française:

Son Excellence Monsieur Louis Joxe, Ambassadeur de France, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Principes généraux

ARTICLE 1^{er}

Paragraphe 1^{er}. Les travailleurs français ou portugais salariés ou assimilés aux salariés par les législations énumérées à l'article 2 de la présente Convention, sont soumis respectivement aux dites législations applica-

bles au Portugal ou en France et en bénéficient, ainsi que leurs ayants droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces pays.

Pour l'interprétation du terme «salarié» au sens de la présente Convention, il est pas fait de distinction, au regard de la législation portugaise entre employés et ouvriers.

Paragraphe 2. Les ressortissants français ou portugais autres que ceux visés au premier paragraphe du présent article sont soumis respectivement aux législations concernant les prestations familiales énumérées à l'article 2, applicables au Portugal ou en France, et en bénéficient dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces pays.

Paragraphe 3. Les ressortissants français ou portugais résidant au Portugal ou en France peuvent être admis à l'assurance volontaire ou facultative continuée des législations énumérées à l'article 2 dans les mêmes conditions que les ressortissants du pays où ils résident, compte tenu, le cas échéant, des périodes d'assurance en France et au Portugal.

ARTICLE 2

Paragraphe 1^{er}. Les législations auxquelles s'applique la présente Convention sont:

- 1) En France:
 - a) La législation fixant l'organisation de la sécurité sociale;
 - b) La législation fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles et concernant l'assurance des risques maladie, invalidité, vieillesse et décès et la couverture des charges de la maternité;
 - c) La législation des assurances sociales applicable aux salariés et assimilés des professions agricoles et concernant la couverture des mêmes risques et charges;
 - d) La législation des prestations familiales;
 - e) Les législations sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;
 - f) Les législations sur les régimes spéciaux de sécurité sociale, en tant qu'ils concernent les risques et prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas précédents, et notamment le régime relatif à la sécurité sociale dans les mines.
- 2) Au Portugal:
 - a) La législation générale sur la prévoyance sociale concernant les assurances maladie, invalidité, vieillesse et décès;
 - b) La législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
 - c) Les législations sur les régimes spéciaux de prévoyance établies pour certaines catégories, en tant qu'elles concernent les risques ou prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas précédents, et notamment la législation visant le personnel des entreprises concessionnaires des services publics de transports;
 - d) La législation sur les allocations familiales.

Paragraphe 2. La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1^{er} du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera:

- a) Aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un arrangement intervient à cet effet entre les pays contractants;
- b) Aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de

bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du Gouvernement du pays intéressé notifiée au Gouvernement de l'autre pays, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

Paragraphe 3. La présente Convention ne s'applique pas aux marins du commerce, de la pêche et de la navigation côtière artisanale.

ARTICLE 3

Paragraphe 1^{er}. Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés par les législations applicables dans chacun des pays contractants, occupés dans l'un de ces pays, sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur travail.

Paragraphe 2. Le principe posé au paragraphe 1^{er} du présent article comporte les exceptions suivantes:

- a) Les travailleurs salariés ou assimilés, occupés dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle par une entreprise ayant dans le pays de cette résidence un établissement ou exploitation dont les intéressés relèvent normalement, demeurent soumis aux législations en vigueur dans le pays de leur lieu de travail habituel, pour autant que leur occupation sur le territoire du deuxième pays ne se prolonge pas au delà de douze mois; dans le cas où cette occupation, se prolongeant pour des motifs imprévisibles au delà de la durée primitivement prévue, excéderait douze mois, l'application des législations en vigueur dans le pays du lieu de travail habituel pourra exceptionnellement être maintenue avec l'accord du Gouvernement du pays du lieu de travail occasionnel;
- b) Les travailleurs salariés ou assimilés des entreprises de transport de l'un des pays contractants occupés dans l'autre pays, soit passagèrement, soit comme personnel ambulants, sont exclusivement soumis aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège;
- c) Les travailleurs, salariés ou assimilés d'un service administratif officiel, détachés de l'un des pays contractants dans l'autre pays, sont soumis aux dispositions en vigueur dans le pays d'où ils sont détachés.

Paragraphe 3. Les ressortissants français ou portugais autres que les travailleurs salariés ou assimilés sont soumis à la législation concernant les prestations familiales en vigueur au lieu de leur principale activité professionnelle. S'ils n'exercent aucune activité professionnelle, ils sont soumis à la législation des prestations familiales en vigueur au lieu de leur résidence habituelle.

Paragraphe 4. Les autorités administratives suprêmes des États contractants pourront prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux règles énoncées au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 3 du présent article. Elles pourront convenir également que les exceptions prévues au paragraphe 2 ne s'appliqueront pas dans certains cas particuliers.

ARTICLE 4

Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 3 sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés, quelle que soit leur nationalité, occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires français ou portugais ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

Toutefois:

- 1) Sont exceptés de l'application du présent article les agents diplomatiques et consulaires de carrière, ainsi que les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries.
- 2) Les travailleurs salariés ou assimilés qui appartiennent à la nationalité du pays représenté par le poste diplomatique ou consulaire et qui ne sont pas fixés définitivement dans le pays où ils sont occupés, peuvent opter entre l'application de la législation du pays de

leur lieu de travail et celle de la législation de leur pays d'origine.

TITRE II

Dispositions particulières

CHAPITRE 1^{er}

Assurance maladie, maternité et décès

ARTICLE 5

Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent de France au Portugal ou inversement bénéficient, ainsi que leurs ayants droit vivant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations de l'assurance maladie en France et au Portugal, pour autant que :

1) Il soit reconnu qu'ils étaient aptes au travail à leur dernière entrée dans le pays du nouveau lieu de travail ;

2) Ils aient acquis la qualité d'assuré social après leur dernière entrée sur le territoire de ce pays ;

3) Ils remplissent les conditions requises par la législation de ce pays, compte tenu, le cas échéant, des périodes d'assurance ou équivalentes accomplies au titre de la législation de l'autre pays.

Toutefois, il n'y a lieu à totalisation des périodes d'assurance ou équivalentes accomplies dans l'un et l'autre pays que dans la mesure où il ne s'est pas écoulé un délai supérieur à un mois entre la fin de la période d'assurance dans l'autre pays et le début de la période d'assurance sur le territoire du nouveau pays.

ARTICLE 6

Paragraphe 1^{er}. Les travailleurs qui transfèrent leur résidence du Portugal en France bénéficient, ainsi que les membres de leur famille, des prestations de maternité du régime français, pour autant :

1) Qu'ils aient effectué un travail soumis à l'assurance en France ;

2) Qu'ils remplissent en France les conditions requises pour bénéficier desdites prestations en totalisant, si besoin est, les périodes d'assurance ou les périodes reconnues équivalentes accomplies au Portugal.

Paragraphe 2. Les travailleurs qui transfèrent leur résidence de France au Portugal bénéficient, ainsi que les membres de leur famille en cas de maternité, des prestations de l'assurance maladie du régime portugais dans les conditions des 2) et 3) de l'article 5 ci-dessus.

ARTICLE 7

Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent d'un pays dans l'autre ouvrent droit aux allocations au décès conformément à la législation du pays du nouveau lieu de travail, pour autant que :

1) Ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé ;

2) Ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, compte tenu des périodes d'assurance accomplies successivement dans ces deux pays.

CHAPITRE 2

Assurance invalidité

ARTICLE 8

Paragraphe 1^{er}. Pour les travailleurs salariés ou assimilés français ou portugais qui ont été affiliés successivement ou alternativement dans les deux pays contractants à un ou plusieurs régimes d'assurance invalidité, les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes, ou

les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations en espèces ou en nature qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2. Les prestations en espèces de l'assurance invalidité sont liquidées conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment de l'interruption de travail suivie d'invalidité et supportées par l'organisme compétent aux termes de cette législation.

Paragraphe 3. Toutefois, si, lors de l'interruption de travail suivie d'invalidité, l'invalidité, antérieurement soumis à un régime d'assurance invalidité dans l'autre pays, n'avait pas acquis la qualité d'assuré sociale depuis un an au moins, à compter de la dernière entrée sur le territoire du pays où l'interruption de travail est survenue, il reçoit de l'organisme compétent de l'autre pays les prestations en espèces de la législation de ce pays, pour autant qu'il en remplit les conditions, compte tenu de la totalisation des périodes d'assurance. Cette disposition n'est pas applicable si l'invalidité est la conséquence d'un accident.

ARTICLE 9

Si, après suspension de la pension d'invalidité, l'assuré recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'organisme débiteur de la pension primitivement accordée.

Si, après suppression de la pension d'invalidité, l'état de l'assuré justifie l'octroi d'une nouvelle pension, cette dernière pension est liquidée suivant les règles posées à l'article 8 ci-dessus.

ARTICLE 10

La pension d'invalidité est transformée, le cas échéant, en pension de vieillesse dans les conditions prévues par la législation en vertu de laquelle elle a été attribuée. Il est fait application, le cas échéant, des dispositions du chapitre 3 du présent titre.

ARTICLE 11

Les règles énoncées aux articles 8 à 10 sont applicables aux travailleurs qui ont été occupés dans les mines en France et au Portugal pour la détermination des droits aux prestations d'invalidité prévues par le régime français de sécurité sociale dans les mines, ainsi que pour le maintien ou le recouvrement des droits.

Toutefois, la pension d'invalidité professionnelle prévue par la législation spéciale aux travailleurs des mines en France n'est attribuée qu'aux assurés qui étaient soumis à cette législation au moment où est survenue l'interruption de travail suivie d'invalidité et qui ont résidé en France jusqu'à la liquidation de ladite pension. La pension cesse d'être servie au pensionné qui reprend le travail hors de France.

ARTICLE 12

Les autorités administratives suprêmes des Etats contractants régleront, d'un commun accord, les modalités du contrôle médical et administratif des invalides.

CHAPITRE 3

Assurance vieillesse et assurance décès (pensions de survivants)

ARTICLE 13

Paragraphe 1^{er}. Pour les travailleurs salariés ou assimilés français ou portugais qui ont été affiliés successi-

vement ou alternativement, dans les pays contractants, à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse ou d'assurance décès (pensions de survivants), les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes, ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, sont totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2. Lorsque la législation de l'un des pays contractants subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces avantages, que les périodes accomplies sous le ou les régimes spéciaux correspondants de l'autre pays. Si, dans l'un des deux pays contractants, il n'existe pas, pour la profession, de régime spécial, les périodes d'assurance accomplies dans ladite profession sous l'un des régimes visés au paragraphe 1^{er} ci-dessus sont néanmoins totalisées.

Notamment, en l'absence d'un régime spécial sur la sécurité sociale dans les mines au Portugal, sont seules considérées comme services susceptibles d'être totalisés avec les périodes accomplies sous le régime français relatif à la sécurité sociale dans les mines, les périodes de travail accomplies dans les exploitations minières au Portugal, qui, si elles avaient été effectuées en France, auraient ouvert des droits au regard de la législation spéciale de sécurité sociale dans les mines.

Paragraphe 3. Les avantages auxquels un assuré peut prétendre de la part de chacun des organismes intéressés sont déterminés, en principe, en réduisant le montant des avantages auxquels il aurait droit si la totalité des périodes visées au paragraphe 1^{er} ci-dessus avaient été effectuée sous le régime correspondant, et ce, au prorata de la durée des périodes effectués sous ce régime.

ARTICLE 14

Lorsqu'un assuré, compte tenu de la totalité des périodes visées au paragraphe 1^{er} de l'article 13, ne remplit pas, au même moment, les conditions exigées par les législations des deux pays, son droit à pension est établi au regard de chaque législation au fur et à mesure qu'il remplit ces conditions.

ARTICLE 15

Paragraphe 1^{er}. Tout assuré, au moment où s'ouvre son droit à pension, peut renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 13 de la présente Convention. Les avantages auxquels il peut prétendre au titre de chacune des législations nationales sont alors liquidés séparément par les organismes intéressés, indépendamment des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes accomplies dans l'autre pays.

Paragraphe 2. L'assuré a la faculté d'exercer à nouveau une option entre le bénéfice de l'article 13 et celui du présent article, lorsqu'il a un intérêt à le faire par suite soit d'une modification dans l'une des législations nationales, soit du transfert de sa résidence d'un pays dans l'autre, soit dans le cas prévu à l'article 14, au moment où s'ouvre pour lui un nouveau droit à pension au regard de l'une des législations qui lui sont applicables.

ARTICLE 16

Si la législation de l'un des pays contractants subordonne l'octroi de certains avantages à des conditions de résidence, celles-ci ne sont pas opposables aux ressortissants portugais ou français tant qu'ils résident dans l'un des deux pays contractants.

Toutefois, les allocations pour enfants prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines sont servies dans les conditions fixées par cette législation.

ARTICLE 17

L'indemnité cumulable et l'allocation spéciale prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines ne sont servies qu'aux intéressés qui travaillent dans les mines françaises.

CHAPITRE 4

Accidents du travail et maladies professionnelles

ARTICLE 18

Ne sont pas opposables aux ressortissants de l'une des Parties contractantes les dispositions contenues dans les législations de l'autre Partie concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de leur résidence.

Les majorations ou allocations supplémentaires accordées en supplément des rentes d'accidents du travail en vertu des législations applicables dans chacun des deux pays contractants sont maintenues aux personnes visées à l'alinéa précédent qui transfèrent leur résidence de l'un des pays dans l'autre.

ARTICLE 19

Si un travailleur qui a obtenu réparation d'une maladie professionnelle dans l'un des pays contractants, fait valoir, pour une maladie de même nature, des droits à réparation au regard de la législation de son nouveau lieu de travail dans l'autre pays, il sera tenu de faire à l'organisme compétent de ce dernier pays la déclaration des prestations et indemnités reçues antérieurement au titre de la même maladie.

L'organisme débiteur des nouvelles prestations et indemnités tiendra compte des prestations antérieures comme si elles avaient été à sa charge.

CHAPITRE 5

Allocations familiales

ARTICLE 20

Si la législation nationale subordonne l'ouverture du droit aux prestations familiales à l'accomplissement de périodes de travail, d'activité professionnelle ou assimilées, il est tenu compte des périodes effectuées tant dans l'un que dans l'autre pays.

TITRE III

Dispositions générales et diverses

CHAPITRE 1^{er}

Entr'aide administrative

ARTICLE 21

Paragraphe 1^{er}. Les autorités des deux pays contractants, ainsi que les organismes portugais de prévoyance sociale ou français de sécurité sociale se prêteront mutuellement leurs bons offices, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes.

Un accord ultérieur déterminera les autorités et organismes de chacun des deux pays contractants qui seront habilités à correspondre directement entre eux à cet effet.

Paragraphe 2. Ces autorités et organismes pourront subsidiairement recourir, dans le même but, à l'inter-

vention des autorités diplomatiques et consulaires de l'autre pays.

Paragraphe 3. Les autorités diplomatiques et consulaires de l'un des deux pays peuvent intervenir directement auprès des autorités administratives et des organismes compétents de l'autre pays en vue de recueillir tous renseignements utiles pour la défense des intérêts de leurs ressortissants.

ARTICLE 22

Paragraphe 1^{er}. Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'un des pays contractants pour les pièces à produire aux administrations ou aux organismes compétents de ce pays, est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la présente Convention aux administrations ou aux organismes compétents de l'autre pays.

Paragraphe 2. Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

ARTICLE 23

Les communications adressées, pour l'application de la présente Convention, par les bénéficiaires de cette Convention, aux organismes, autorités et juridictions compétents en matière de prévoyance sociale au Portugal ou de sécurité sociale en France, seront rédigées dans la langue officielle de l'un ou de l'autre pays.

ARTICLE 24

Les demandes et recours qui devraient être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité ou d'un organisme d'un des pays contractants compétent pour recevoir ces demandes et recours en matière d'assurances sociales, de prestations familiales ou de sécurité sociale, sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité ou d'un organisme correspondant de l'autre pays. Dans ce cas, cette dernière autorité ou ce dernier organisme devra transmettre sans retard les demandes et recours à l'organisme compétent.

Dans chaque pays devront être désignés, d'un commun accord, les autorités et organismes habilités à recevoir valablement les demandes et recours.

ARTICLE 25

Paragraphe 1^{er}. Les autorités administratives suprêmes des États contractants arrêteront directement les mesures de détail pour l'exécution de la présente Convention ou des accords complémentaires qu'elle prévoit en tant que ces mesures nécessitent une entente entre elles.

Les mêmes autorités administratives se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leur pays concernant les régimes énumérés à l'article 2.

Paragraphe 2. Les autorités ou services compétents de chacun des pays contractants se communiqueront les autres dispositions prises en vue de l'exécution de la présente Convention à l'intérieur de leur propre pays.

ARTICLE 26

Sont considérés dans chacun des États contractants comme autorités administratives suprêmes, au sens de la présente Convention, les Ministres qui ont, chacun en ce qui le concerne, les régimes énumérés à l'article 2 dans leurs attributions.

CHAPITRE 2

Dispositions diverses

ARTICLE 27

Les organismes débiteurs de prestations sociales en vertu de la présente Convention s'en libéreront valablement dans la monnaie de leur pays.

Les demandes de transfert devront être effectuées par ces organismes dès la date d'échéance des prestations.

Au cas où des dispositions seraient arrêtées dans l'un ou dans l'autre des deux pays contractants en vue de soumettre à des restrictions le commerce des devises, des mesures seraient prises aussitôt, d'accord entre les deux Gouvernements, pour assurer, conformément aux dispositions de la présente Convention, les transferts des sommes dues de part et d'autre.

ARTICLE 28

Les organismes débiteurs de prestations sociales pourront, dans le cas où le bénéficiaire réside dans l'autre pays contractant où y transfère sa résidence, charger l'organisme compétent de ce pays du service des prestations.

Des accords techniques interviendront entre les administrations des deux pays pour déterminer les modalités d'exécution de ce service des prestations.

ARTICLE 29

Il n'est pas dérogé aux règles prévues par les régimes visés à l'article 2 pour les conditions de la participation des assurés aux élections auxquelles donne lieu le fonctionnement de la sécurité sociale.

ARTICLE 30

Les formalités que les dispositions légales ou réglementaires de l'un des États contractants pourraient prévoir pour le service, en dehors de son territoire, des prestations dispensées par les organismes compétents de ce pays, s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 31

Les dispositions nécessaires pour l'application de la présente Convention feront l'objet d'un ou plusieurs accords complémentaires. Ces accords pourront concerner soit l'ensemble du territoire des pays contractants, soit une partie seulement.

ARTICLE 32

Paragraphe 1^{er}. Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention seront réglées, d'un commun accord, par les autorités administratives suprêmes des États contractants.

Paragraphe 2. Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, le différend devra être réglé suivant une procédure d'arbitrage organisée par un arrangement à intervenir entre les deux Gouvernements. L'organe arbitral devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

ARTICLE 33

Paragraphe 1^{er}. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés aussitôt que possible.

Paragraphe 2. Elle entrera en vigueur le premier du mois qui suivra l'échange des ratifications.

Paragraphe 3. La date de mise en vigueur des accords complémentaires visés à l'article 31 sera prévue auxdits accords.

Paragraphe 4. Les prestations dont le service avait été suspendu en application des dispositions en vigueur dans un des pays contractants en raison de la nationalité ou de la résidence à l'étranger des intéressés, seront servies à partir du premier jour du mois qui suit la mise en vigueur de la présente Convention. Les prestations qui n'avaient pu être attribuées aux intéressés pour la même raison, seront liquidées et servies à compter de la même date.

Le présent paragraphe ne recevra application que si les demandes ou recours sont formulés dans le délai d'un an à compter de la date de la mise en vigueur de la présente Convention.

Paragraphe 5. Les accords complémentaires visés à l'article 31 fixeront les conditions et modalités suivant lesquelles les droits antérieurement liquidés, ainsi que ceux qui ont été rétablis ou liquidés en application du paragraphe précédent, seront révisés en vue d'en rendre la liquidation conforme aux stipulations de la présente Convention ou desdits accords. Si les droits antérieurement liquidés ont fait l'objet d'un règlement en capital, il n'y a pas lieu à révision.

Paragraphe 6. Pour l'application de la présente Convention, il doit être tenu compte des périodes d'assurance antérieures à son entrée en vigueur, dans la même mesure que l'on en aurait tenu compte au cas où la présente Convention aurait été en vigueur au cours de leur accomplissement.

ARTICLE 34

Paragraphe 1^{er}. La présente Convention est conclue pour une durée d'une année. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

Paragraphe 2. En cas de dénonciation, les stipulations de la présente Convention et des accords complémentaires visés à l'article 31 resteront applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoiraient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.

Paragraphe 3. En ce qui concerne les droits en cours d'acquisition afférents aux périodes d'assurance accomplies antérieurement à la date à laquelle la présente Convention cessera d'être en vigueur, les stipulations de cette Convention resteront applicables dans les conditions qui devront être prévues par les accords complémentaires.

ARTICLE 35

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Paris, le 16 novembre 1957.

Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias.
Louis Joze.

PROTOCOLE GENERAL

Au moment de signer la Convention générale en date de ce jour entre le Portugal et la France tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation portugaise sur la prévoyance sociale, les allocations familiales et les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la législation fran-

çaise sur la sécurité sociale, les Hautes Parties Contractantes conviennent des dispositions suivantes:

I) Champ d'application territorial de la Convention:

Les territoires auxquels s'applique la Convention générale comprennent pour chacun des pays contractants:

En ce qui concerne le Portugal:

Le Portugal continental et les îles adjacentes (Açores et Madère).

En ce qui concerne la France:

La France métropolitaine et ses départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion).

II) Allocation aux vieux travailleurs salariés:

- 1) L'allocation aux vieux travailleurs salariés est accordée, dans les conditions prévues pour les travailleurs français par la législation française sur les vieux travailleurs salariés, à tous les vieux travailleurs salariés portugais, sans ressources suffisantes, qui justifient au jour de la demande de quinze années au moins de résidence ininterrompue en France.
- 2) L'allocation aux vieux travailleurs salariés attribuée dans les conditions définies à l'alinéa 1) cesse d'être servie aux bénéficiaires de nationalité portugaise qui quittent le territoire français.

III) Allocation vieillesse des personnes non salariés exerçant une profession agricole:

- 1) L'allocation de vieillesse des personnes non salariées des professions agricoles est accordée, dans les conditions prévues par la loi modifiée n° 52-799, du 10 juillet 1952, aux ressortissants portugais sans ressources suffisantes qui justifient, au jour de la demande, de quinze années au moins de résidence ininterrompue en France.
- 2) L'allocation de vieillesse attribuée conformément à l'alinéa 1) cesse d'être servie aux ressortissants portugais qui quittent le territoire français.

Les dispositions du présent Protocole prennent effet à la date d'entrée en vigueur de la Convention générale.

Fait en double exemplaire à Paris, le 16 novembre 1957.

Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias.
Louis Joze.

Convenção Geral entre a França e Portugal tendente a coordenar a aplicação aos nacionais dos dois países da legislação francesa sobre segurança social e da legislação portuguesa sobre previdência social, abono de família e acidentes de trabalho e doenças profissionais:

O Chefe do Estado Português e o Presidente da República Francesa:

Animados da resolução de cooperar no domínio social,

Desejosos de assegurar aos nacionais dos dois países a igualdade de tratamento perante a legislação de segurança social em vigor em cada um deles;

Desejosos de permitir aos seus nacionais a conservação dos direitos adquiridos por força da legislação

de um dos países, caso se transfiram para o outro país, e de prever a totalização dos períodos de seguro cumpridos pelos seus nacionais ao abrigo das legislações dos dois países;

Decidiram concluir uma Convenção Geral tendente a coordenar a aplicação aos nacionais dos dois países da legislação francesa sobre segurança social e da legislação portuguesa sobre previdência social, abono de família, acidentes de trabalho e doenças profissionais, e, para este efeito, nomearam seus plenipotenciários:

O Chefe do Estado Português:

Sua Excelência o Sr. Marcello Mathias, Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário de Portugal em Paris;

O Presidente da República Francesa:

Sua Excelência o Sr. Louis Joxe, Embaixador da França, secretário-geral do Ministério dos Negócios Estrangeiros;

Os quais, depois de terem trocado os seus poderes, considerados em boa e devida forma, acordaram nas disposições seguintes:

TÍTULO I

Princípios gerais

ARTIGO 1.º

§ 1.º Os trabalhadores franceses ou portugueses salarizados ou assimilados aos salarizados pelas legislações enumeradas no artigo 2.º da presente convenção estão sujeitos respectivamente às referidas legislações aplicáveis em Portugal ou em França e delas beneficiam, assim como os seus familiares titulares de benefícios, nas mesmas condições que os nacionais de cada um destes países.

Para interpretação do termo «salarizado», no sentido da presente convenção, não se faz distinção, relativamente à legislação portuguesa, entre empregados e assalariados.

§ 2.º Os nacionais franceses ou portugueses não visados no precedente parágrafo estão sujeitos respectivamente às legislações respeitantes a prestações familiares, enumeradas no artigo 2.º e aplicáveis em Portugal ou em França, e delas beneficiam nas mesmas condições que os nacionais de cada um destes países.

§ 3.º Os nacionais franceses ou portugueses residentes em Portugal ou em França podem ser admitidos ao seguro voluntário ou facultativo continuado das legislações enumeradas no artigo 2.º, nas mesmas condições dos nacionais do país em que residem, tomados em conta, em cada caso, os períodos de seguro em França e em Portugal.

ARTIGO 2.º

§ 1.º As legislações a que se aplica a presente convenção vêm a ser:

1.º Em França:

a) A legislação que estabelece a organização da segurança social;

b) A legislação que estabelece o regime de seguros sociais aplicáveis aos segurados das profissões não agrícolas e respeitante ao seguro dos riscos doença, invalidez, velhice e morte e à cobertura dos encargos de maternidade;

c) A legislação dos seguros sociais aplicável aos assalariados e assimilados das profissões agrícolas e respeitante à cobertura dos mesmos riscos e encargos;

d) A legislação das prestações familiares;

e) As legislações sobre a prevenção e reparação dos acidentes de trabalho e das doenças profissionais;

f) As legislações sobre os regimes especiais de segurança social em tudo o que respeite aos riscos e prestações cobertos pelas legislações enumeradas nas alíneas precedentes e designadamente o regime relativo à segurança social nas minas.

2.º Em Portugal:

a) A legislação geral sobre previdência social e respeitante ao seguro de doença, invalidez, velhice e morte;

b) A legislação sobre acidentes de trabalho e doenças profissionais;

c) As legislações sobre os regimes especiais de previdência estabelecidas para certas categorias, na parte em que respeitem aos riscos ou prestações cobertos pelas legislações enumeradas nas alíneas precedentes, e designadamente a legislação relativa ao pessoal das empresas concessionárias dos serviços públicos de transporte;

d) A legislação sobre abono de família.

§ 2.º A presente convenção aplicar-se-á igualmente a todos os actos legislativos ou regulamentares que tenham modificado ou completado ou venham a modificar ou completar as legislações enumeradas no § 1.º do presente artigo.

Não será, porém, aplicável:

a) Aos actos legislativos ou regulamentares que cubram um novo ramo da segurança social, na falta de acordo estabelecido para o efeito entre os estados contratantes;

b) Aos actos legislativos ou regulamentares que estendam os regimes existentes a novas categorias de beneficiários, a não ser que não haja a esse respeito oposição do Governo interessado, notificada ao Governo do outro país no prazo de três meses, a contar da publicação oficial dos actos referidos.

§ 3.º A presente convenção não é aplicável aos trabalhadores da marinha mercante, da pesca e da navegação costeira artesanal.

ARTIGO 3.º

§ 1.º Os trabalhadores salarizados ou assimilados aos salarizados pelas legislações aplicáveis em cada um dos países contratantes, ocupados num dos dois países, estão sujeitos às legislações em vigor no lugar do seu trabalho.

§ 2.º O princípio estabelecido no § 1.º do presente artigo sofre as seguintes excepções:

a) Os trabalhadores salarizados ou assimilados, ocupados em país que não seja o da sua residência habitual por uma empresa que tenha no país da mesma residência um estabelecimento ou exploração de que os interessados dependam normalmente, continuam sujeitos às legislações em vigor no país do seu lugar de trabalho habitual, contanto que a duração da sua ocupação no território do segundo país se não prolongue para além de doze meses; no caso de tal ocupação, prolongando-se por motivos imprevisíveis para além da duração primitivamente prevista, vir a exceder doze meses, a aplicação das legislações em vigor no país do lugar do trabalho habitual poderá excepcionalmente ser mantida com o acordo do Governo do país do lugar de trabalho ocasional.

b) Os trabalhadores salarizados ou assimilados das empresas de transporte, de um dos países contratantes, ocupados no outro país, quer de passagem, quer como pessoal ambulante, estão exclusivamente sujeitos às disposições em vigor no país em que a empresa tem a sede.

c) Os trabalhadores salarizados ou assimilados de um serviço administrativo oficial, destacados de um dos países contratantes no outro país, estão sujeitos às disposições em vigor no país de que estão destacados.

§ 3.º Os nacionais franceses ou portugueses que não sejam trabalhadores salarizados ou assimilados estão sujeitos à legislação respeitante às prestações familiares em vigor no lugar da sua principal actividade profissional. Se não exercerem qualquer actividade profissional, estarão sujeitos à legislação das prestações familiares em vigor no lugar da sua residência habitual.

§ 4.º As autoridades administrativas supremas dos estados contratantes poderão prever, de comum acordo, excepções às regras enunciadas no § 1.º e no § 3.º do presente artigo. As mesmas autoridades poderão convir em que as isenções previstas no § 2.º se não aplicarão a determinados casos particulares.

ARTIGO 4.º

As disposições do § 1.º do artigo 3.º são aplicáveis aos trabalhadores salarizados ou assimilados, qualquer que seja a sua nacionalidade, ocupados nos postos diplomáticos ou consulares franceses ou portugueses ou que estejam ao serviço pessoal dos agentes dos mesmos postos.

Todavia:

1.º São exceptuados da aplicação do disposto no presente artigo os agentes diplomáticos ou consulares de carreira, assim como os funcionários que pertençam ao quadro das chancelarias.

2.º Os trabalhadores salarizados ou assimilados que pertençam à nacionalidade do país representado pelo posto diplomático ou consular, e que não estejam fixados definitivamente no país em que estão ocupados, podem optar entre a aplicação da legislação do país do seu lugar de trabalho e a da legislação do seu país de origem.

TÍTULO II

Disposições particulares

CAPÍTULO I

Seguros de doença, maternidade e morte

ARTIGO 5.º

§ 1.º Os trabalhadores salarizados ou assimilados que saíam de França para Portugal, ou inversamente, beneficiam, assim como os seus familiares titulares de benefícios que com eles coabitam no país do novo lugar de trabalho, das prestações do seguro de doença em França e em Portugal, desde que:

1.º Seja reconhecido que estavam aptos para o trabalho à data da sua última entrada no país do novo lugar de trabalho;

2.º Tenham adquirido a qualidade de segurado social depois da sua última entrada no território do mesmo país;

3.º Satisfaçam às condições requeridas pela legislação do mesmo país, em cada caso se tomando em conta os períodos de seguro ou equivalentes cumpridos ao abrigo da legislação do outro país.

No entanto, somente será efectuada a totalização dos períodos de seguro ou equivalentes cumpridos num e noutro país na medida em que não tenha decorrido prazo superior a um mês entre o final do período de seguro no outro país e o início do período de seguro no território do novo país.

ARTIGO 6.º

§ 1.º Os trabalhadores que transfiram a sua residência de Portugal para França beneficiam, assim como os seus familiares, das prestações de maternidade do regime francês, desde que:

1) Tenham efectuado um trabalho sujeito ao seguro em França;

2) Satisfaçam em França às condições requeridas para beneficiar das mencionadas prestações, somando, se necessário, os períodos de seguro ou os períodos reconhecidos como equivalentes cumpridos em Portugal.

§ 2.º Os trabalhadores que transfiram a sua residência de França para Portugal beneficiam, assim como os seus familiares, em caso de maternidade, das prestações do seguro doença do regime português nas condições das alíneas 2) e 3) do precedente artigo 5.º

ARTIGO 7.º

Os trabalhadores salarizados ou assimilados que se desloquem de um para outro dos países contratantes adquirem direito aos subsídios por morte em conformidade com a legislação do país do novo lugar de trabalho, desde que:

1.º Tenham efectuado neste país um trabalho salarizado ou assimilado;

2.º Satisfaçam às condições requeridas para beneficiar daquelas prestações ao abrigo da legislação do país do seu novo lugar de trabalho, tomando-se em conta os períodos de seguro cumpridos sucessivamente nos dois países.

CAPÍTULO II

Seguro de invalidez

ARTIGO 8.º

§ 1.º Para os trabalhadores salarizados ou assimilados franceses ou portugueses que tenham sido filiados sucessiva ou alternadamente nos dois países contratantes, num ou mais regimes de seguro de invalidez, os períodos de seguro cumpridos sob os mesmos regimes ou os períodos considerados equivalentes a períodos de seguro ao abrigo dos regimes referidos serão totalizados desde que se não sobreponham, tanto no respeitante à determinação do direito às prestações pecuniárias ou em espécie, como à manutenção e recuperação do mesmo direito.

§ 2.º As prestações pecuniárias do seguro de invalidez serão liquidadas em conformidade com as disposições da legislação que era aplicável ao interessado no momento da interrupção de trabalho seguida de invalidez e serão suportadas pelo organismo competente nos termos da mesma legislação.

§ 3.º Se, porém, no momento da interrupção do trabalho seguida de invalidez, o inválido anteriormente sujeito a um regime de seguro de invalidez no outro país não tiver adquirido a qualidade de segurado social desde há um ano, pelo menos, a contar da última entrada no território do país em que a interrupção de trabalho vier a verificar-se, receberá do organismo competente do outro país as prestações pecuniárias previstas na legislação deste mesmo país, desde que satisfaça às respectivas condições, tomada em conta a soma dos períodos de seguro.

Esta disposição não será aplicável se a invalidez for consequência de um acidente.

ARTIGO 9.º

Se, após a suspensão da pensão de invalidez, o segurado recuperar o seu direito, o serviço das pensões será retomado pelo organismo devedor da pensão primitivamente concedida.

Se, após a supressão da pensão de invalidez, o estado do segurado justificar a concessão de nova pensão, esta última pensão será liquidada em conformidade com as regras estabelecidas no precedente artigo 8.º

ARTIGO 10.º

A pensão de invalidez será transformada, sendo caso disso, em pensão de velhice, nas condições previstas

pela legislação ao abrigo da qual foi atribuída, aplicando-se ao caso as disposições do capítulo 3.º do presente título.

ARTIGO 11.º

As regras enunciadas nos artigos 8.º a 10.º serão aplicáveis aos trabalhadores que tenham sido ocupados nas minas em França e em Portugal para a determinação dos direitos às prestações de invalidez previstas pelo regime francês de segurança social nas minas, assim como para a manutenção ou recuperação dos mesmos direitos.

No entanto, a pensão de invalidez profissional prevista pela legislação especial para os trabalhadores das minas em França não será atribuída senão aos segurados que estivessem sujeitos à mesma legislação no momento em que tenha ocorrido a interrupção de trabalho seguida de invalidez e que tenham residido em França até à liquidação da pensão. A pensão deixará de ser servida ao pensionista que retome o trabalho fora da França.

ARTIGO 12.º

As autoridades administrativas supremas dos estados contratantes estabelecerão de comum acordo as modalidades de inspecção médica e administrativa dos inválidos.

CAPÍTULO III

Seguro de velhice e seguro morte
(pensão de sobrevivência)

ARTIGO 13.º

§ 1.º Para os trabalhadores salarizados ou assimilados franceses ou portugueses que tenham sido filiados sucessiva ou alternadamente nos países contratantes num ou mais regimes de seguro de velhice ou de seguro morte (pensões de sobrevivência), os períodos de seguro cumpridos sob os mesmos regimes, ou os períodos considerados como equivalentes a períodos de seguro ao abrigo dos referidos regimes, serão totalizados, desde que não se sobreponham, tanto em vista à determinação do direito às prestações como à manutenção ou recuperação do mesmo direito.

§ 2.º Quando a legislação de um dos países contratantes subordine a concessão de certas vantagens à condição de os períodos terem sido cumpridos numa profissão sujeita a um regime especial de seguro, apenas serão totalizados, para a admissão ao benefício das mesmas vantagens, os períodos cumpridos ao abrigo do regime ou dos regimes especiais correspondentes do outro país. Se, porém, num dos dois países contratantes não existir para a profissão regime especial, os períodos de seguro cumpridos naquela profissão sob um dos regimes referidos no § 1.º deste artigo não deixarão de ser totalizados.

Designadamente na falta de regime especial sobre a segurança social nas minas em Portugal, apenas serão de considerar como susceptíveis de ser totalizados com os períodos cumpridos no regime francês relativo à segurança social nas minas os períodos do trabalho cumpridos nas explorações mineiras em Portugal, que, se tivessem sido efectuados em França, teriam aberto direitos ao abrigo da legislação especial de segurança social nas minas.

§ 3.º As vantagens que um segurado possa pretender da parte de cada um dos organismos interessados serão determinadas, em princípio, reduzindo o montante das vantagens a que teria direito se a totalidade dos períodos visados no § 1.º deste artigo tivesse sido efectuada sob o regime correspondente, redução que será feita proporcionalmente à duração dos períodos efectuados no mesmo regime.

ARTIGO 14.º

Quando um segurado, tomada em conta a totalidade dos períodos referidos no § 1.º do artigo 13.º, não satisfaça no mesmo momento às condições requeridas pelas legislações dos dois países, o seu direito à pensão será estabelecido em referência a cada legislação ao passo que for satisfazendo às mesmas condições.

ARTIGO 15.º

§ 1.º Qualquer segurado no momento em que se abrir o seu direito à pensão poderá renunciar ao benefício das disposições do artigo 13.º da presente convenção. As vantagens que possa pretender ao abrigo de cada uma das legislações nacionais serão nesse caso liquidadas separadamente pelos organismos interessados, independentemente dos períodos de seguro, ou considerados como equivalentes, cumpridos no outro país.

§ 2.º O segurado terá a faculdade de exercer de novo opção entre o benefício do artigo 13.º e o do presente artigo quando tiver interesse em o fazer, em consequência quer de modificação de uma das legislações nacionais, quer da transferência da sua residência de um para outro país, quer, no caso previsto no artigo 14.º, no momento em que se abrir para ele novo direito à pensão, ao abrigo de uma das legislações que lhe sejam aplicáveis.

ARTIGO 16.º

Se a legislação de um dos países contratantes subordinar a concessão de certas vantagens a condições de residência, estas não serão oponíveis aos nacionais portugueses ou franceses enquanto residirem num dos dois países contratantes.

Sem embargo, os abonos por filhos previstos pela legislação francesa especial para os trabalhadores das minas serão servidos nas condições estabelecidas pela mesma legislação.

ARTIGO 17.º

A indemnização cumulável e o subsídio especial previstos pela legislação francesa especial para os trabalhadores das minas apenas serão servidos aos interessados que trabalhem nas minas francesas.

CAPÍTULO IV

Acidentes de trabalho e doenças profissionais

ARTIGO 18.º

Não são oponíveis aos nacionais de qualquer das partes contratantes as disposições contidas nas legislações da outra parte respeitantes aos acidentes de trabalho e às doenças profissionais e que restrinjam os direitos dos estrangeiros ou lhes oponham perdas de direito em razão do lugar da sua residência.

As melhorias ou subsídios complementares, concedidos em suplemento das pensões de acidentes de trabalho, por força das legislações aplicáveis em cada um dos países contratantes, serão mantidos às pessoas referidas na primeira parte deste artigo que transfiram a residência de um para outro país.

ARTIGO 19.º

Se um trabalhador que obteve reparação de uma doença profissional num dos países contratantes fizer valer, para uma doença da mesma natureza, direitos a reparação, ao abrigo da legislação do seu novo lugar de trabalho no outro país, será obrigado a apresentar ao organismo competente deste último país a declaração das prestações e indemnizações anteriormente recebidas a título da mesma doença.

O organismo devedor das novas prestações e indemnizações tomará em conta as prestações anteriores, como se estas houvessem estado a seu cargo.

CAPITULO V

Abono de família

ARTIGO 20.º

Se a legislação nacional subordinar a abertura do direito às prestações familiares ao cumprimento de períodos de trabalho, de actividade profissional ou similares, serão tomados em consideração os períodos satisfeitos, quer num, quer no outro país.

TITULO III

Disposições diversas

CAPITULO I

Mútuo auxílio administrativo

ARTIGO 21.º

§ 1.º As autoridades dos dois países contratantes, assim como os organismos portugueses de previdência social ou franceses de segurança social, prestar-se-ão mutuamente os seus bons ofícios, na mesma medida em que se tratasse da aplicação dos seus próprios regimes.

Acordo ulterior determinará as autoridades e organismos de cada um dos dois países contratantes que estarão habilitados a corresponder-se directamente para o efeito.

§ 2.º As mesmas autoridades e organismos poderão subsidiariamente recorrer, para o mesmo fim, à intervenção das autoridades diplomáticas e consulares do outro país.

§ 3.º As autoridades diplomáticas e consulares de um dos dois países poderão intervir directamente junto das autoridades administrativas e dos organismos competentes do outro país, a fim de recolherem as informações úteis para a defesa dos interesses dos seus nacionais.

ARTIGO 22.º

§ 1.º O benefício das isenções de direitos de registo, de custas, de selo e de taxas consulares previstas na legislação de um dos países contratantes para os documentos a apresentar às administrações ou organismos competentes do mesmo país é extensivo aos documentos correspondentes a apresentar para a aplicação da presente convenção às administrações ou organismos competentes do outro país.

§ 2.º Todos os actos, documentos ou quaisquer papéis a produzir para a execução da presente convenção são dispensados do visto de legalização das autoridades diplomáticas e consulares.

ARTIGO 23.º

As comunicações dirigidas para a aplicação da presente convenção pelos beneficiários desta convenção aos organismos, autoridades e jurisdições competentes, em matéria de previdência social, em Portugal, ou de segurança social, em França, serão redigidas na língua oficial de um ou de outro país.

ARTIGO 24.º

As reclamações e recursos que devam ser interpostos num prazo determinado, junto de uma autoridade ou de um organismo de um dos países contratantes competente para receber as mesmas reclamações e recursos em matéria de seguro social, de prestações familiares ou de segurança social, são consideradas em condições de ser recebidas, se forem apresentadas no mesmo prazo junto de uma autoridade ou organismo correspondente do outro país. Neste caso, esta última autoridade ou este último organismo deverá transmitir sem demora as reclamações e recursos à entidade competente.

Em cada país deverão ser designados, de comum acordo, as autoridades e organismos habilitados a receber válidamente as reclamações e recursos.

ARTIGO 25.º

§ 1.º As autoridades administrativas supremas dos estados contratantes decidirão directamente as providências de pormenor para execução da presente convenção ou dos acordos complementares nela previstos na parte em que as mesmas providências necessitem de entendimento entre aquelas autoridades.

As mesmas autoridades administrativas comunicar-se-ão em tempo útil as modificações ocorridas na legislação ou na regulamentação do seu país respeitante aos regimes enumerados no artigo 2.º

§ 2.º As autoridades ou serviços competentes de cada um dos países contratantes comunicar-se-ão as demais disposições tomadas para execução da presente convenção no interior do seu próprio país.

ARTIGO 26.º

São considerados em cada um dos estados contratantes como autoridades administrativas supremas, no sentido da presente convenção, os Ministros a cujas atribuições competirem os regimes enumerados no artigo 2.º, cada um no que lhe disser respeito.

CAPITULO II

Disposições diversas

ARTIGO 27.º

Os organismos devedores de prestações sociais por força desta convenção desonerar-se-ão delas válidamente na moeda do seu país.

Os pedidos de transferência deverão ser efectuados pelos mesmos organismos a partir da data de vencimento das prestações. No caso de serem decretadas, em um ou outro dos dois países contratantes, disposições para submeter a restrições o comércio de divisas, serão tomadas providências imediatas, por acordo entre os dois Governos, para assegurar, em conformidade com as disposições da presente convenção, as transferências devidas por uma e outra parte.

ARTIGO 28.º

Os organismos devedores de prestações sociais poderão, no caso de o beneficiário residir no outro país contratante ou para lá transferir a sua residência, incumbir o organismo competente do mesmo país do serviço das prestações.

Serão estabelecidos acordos técnicos entre as administrações dos dois países para determinar as modalidades de execução do mesmo serviço de prestações.

ARTIGO 29.º

Não são derogadas as reservas previstas pelos regimes referidos no artigo 2.º sobre as condições de participação dos segurados nas eleições a que der lugar o funcionamento da previdência social.

ARTIGO 30.º

As formalidades que as disposições legais ou regulamentares de um dos estados contratantes possam prever, para o serviço fora do seu território das prestações concedidas pelas suas instituições ou organismos competentes do mesmo país, aplicar-se-ão igualmente, nas mesmas condições que aos nacionais, às pessoas admitidas ao benefício daquelas prestações, em virtude do disposto na presente convenção.

ARTIGO 31.º

As disposições necessárias para a aplicação da presente convenção serão objecto de um ou mais acordos complementares. Estes acordos poderão respeitar, quer ao conjunto, quer apenas a uma parte do território dos países contratantes.

ARTIGO 32.º

§ 1.º Todas as dificuldades relativas à aplicação da presente convenção serão resolvidas de comum acordo pelas autoridades administrativas supremas dos estados contratantes.

§ 2.º No caso de não ser possível chegar por essa via a uma solução, as divergências serão resolvidas por um processo de arbitragem organizado por acordo a estabelecer entre os dois Governos. O órgão arbitral deverá resolver a divergência segundo os princípios fundamentais e o espírito desta convenção.

ARTIGO 33.º

§ 1.º A presente convenção será ratificada e proceder-se-á à troca das ratificações logo que possível.

§ 2.º Entrará em vigor no dia primeiro do mês seguinte à troca de ratificações.

§ 3.º A data da entrada em vigor dos acordos complementares referidos no artigo 31.º será prevista nos mesmos acordos.

§ 4.º As prestações cujo serviço tenha sido suspenso ao abrigo das disposições em vigor num dos países contratantes, em razão da nacionalidade ou da residência no estrangeiro dos interessados, serão servidas a partir do primeiro dia do mês seguinte à entrada em vigor da presente convenção. As prestações que não tiverem podido ser atribuídas aos interessados pela mesma razão serão liquidadas e servidas a contar da mesma data.

O disposto no presente parágrafo apenas terá aplicação se as reclamações ou recursos forem formulados no prazo de um ano, a contar da entrada em vigor da presente convenção.

§ 5.º Os acordos complementares referidos no artigo 31.º estabelecerão as condições e modalidades em cuja conformidade os direitos anteriormente liquidados, assim como os que tenham sido restabelecidos ou liquidados em cumprimento do disposto no parágrafo antecedente, serão revistos a fim de tornar a liquidação conforme às estipulações da presente convenção ou dos referidos acordos. Se os direitos anteriormente liquidados tiverem sido objecto de pagamento em capital, não haverá lugar a revisão.

§ 6.º Para cumprimento da presente convenção deverão ser tomados em conta os períodos de seguro anteriores à sua entrada em vigor, na mesma medida em que seriam tomados em conta no caso de a presente convenção ter sido posta em vigor no seu decurso.

ARTIGO 34.º

§ 1.º A presente convenção terá a duração de um ano. Será renovada tácitamente por períodos de um ano, salvo denúncia, que deverá ser notificada três meses antes de expirar o prazo.

§ 2.º No caso de denúncia, as estipulações da presente convenção e dos acordos complementares referidos no artigo 31.º continuarão a ser aplicáveis aos direitos adquiridos, não obstante as disposições restritivas que os regimes interessados venham a prever para os casos de residência de um segurado no estrangeiro.

§ 3.º No que respeita aos direitos em curso de aquisição relativos aos períodos de seguro cumpridos anteriormente à data em que a presente convenção deixe de entrar em vigor, as estipulações desta convenção conti-

nuarão a ser aplicáveis nas condições que deverão ser previstas pelos acordos complementares.

ARTIGO 35.º

Em testemunho do que os plenipotenciários respectivos assinaram a presente convenção e a autenticaram com os seus selos.

Feita em duplicado, em Paris, a 16 de Novembro de 1957.

Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias.
Louis Joze.

PROTOCOLO GERAL

Ao assinarem na presente data a Convenção Geral entre a França e Portugal tendente a coordenar a aplicação aos nacionais dos dois países da legislação francesa sobre segurança social e da legislação portuguesa sobre previdência social, abono de família e acidentes de trabalho e doenças profissionais, as Altas Partes Contratantes convêm nas disposições seguintes:

I) Campo de aplicação territorial da Convenção:

Os territórios a que é aplicável a Convenção Geral compreendem para cada um dos países contratantes:

No que diz respeito à França:

A França metropolitana e os seus departamentos do ultramar (Guadalupe, Guiana, Martinica e Reunião).

No que diz respeito a Portugal:

Portugal metropolitano.

II) Subsídio aos velhos trabalhadores assalariados:

- 1) O subsídio aos velhos trabalhadores assalariados será concedido, nas condições previstas para trabalhadores franceses pela legislação francesa sobre os velhos trabalhadores assalariados, a todos os velhos trabalhadores assalariados portugueses, sem recursos suficientes, que comprovem, no dia do pedido, quinze anos, pelo menos, de residência ininterrupta em França.
- 2) O subsídio aos velhos trabalhadores assalariados, atribuído nas condições definidas na alínea 1), deixará de ser servido aos beneficiários de nacionalidade portuguesa que abandonem o território francês.

III) Subsídio de velhice das pessoas não assalariadas que exerçam uma profissão agrícola:

- 1) O subsídio de velhice das pessoas não assalariadas das profissões agrícolas será concedido, nas condições previstas pela lei modificada n.º 52-799, de 10 de Julho de 1952, aos nacionais portugueses sem recursos suficientes que comprovem, no dia do pedido, quinze anos, pelo menos, de residência ininterrupta em França.
- 2) O subsídio de velhice, atribuído em conformidade com a alínea 1), deixará de ser servido aos nacionais portugueses que abandonem o território francês.

As disposições do presente Protocolo terão efeito na data de entrada em vigor da Convenção Geral.

Feita em duplicado, em Paris, a 16 de Novembro de 1957.

Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias.
Louis Joze.